QUE MANQUE-T-IL À LA RD CONGO POUR SE REDRESSER DURABLEMENT ?

« S'il est un trait caractéristique du Congo, c'est bien le contraste saisissant entre les énormes potentialités dont le pays regorge et l'état de pauvreté extrême de sa population. »[1]

Alain NZADI-a-NZADI, S.J.,
Chercheur en littératures francophones. Directeur du CEPAS et Rédacteur en Chef de *Congo-Afrique*.
nzadialain@gmail.com

La RD Congo est un pays-continent doté de richesses du sol et du sous-sol qui lui ont souvent valu le qualificatif de « scandale géologique ». Cependant, ces immenses richesses n'ont jamais réussi à constituer un véritable levier sur lequel le pays aurait pu s'appuyer en vue de booster son développement ou, du moins, de rendre sa route vers le d**éveloppement** moins âpre. Devant le visage presque sépulcral qu'offre la RD Congo, cette question lancinante revient souvent à l'esprit : **que manque-t-il au Congo pour se redresser durablement ?**[2]

Plusieurs analystes qui s'intéressent au Congo estiment que l'état actuel dans lequel se trouve le pays est en grande partie dû à un leadership politique animé par une vision politique myope ou simplement dépourvu de patriotisme le plus élémentaire. Pour paraphraser Daniel Mukoko Samba, plus de soixante années après l'indépendance, les Congolais n'ont toujours pas bâti *un pays plus beau qu'avant* comme ils le chantent chaque jour dans leur hymne national. Au contraire : 9% seulement d'entre eux ont accès à l'énergie électrique et 26% à l'eau potable. Classé parmi les dix derniers pays à plus faible revenu et parmi les quinze derniers pays à plus faible niveau de développement humain au monde, le Congo est aussi un pays faiblement compétitif[3]. Ce jugement implacable est pourtant le reflet du pays **! Quand on possède des richesses aussi immenses et diversifiées,** un tel tableau lugubre choque. L'étude

1. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2024, p. 11.
2. Cf. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, p. 8.
3. Cf. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, p. 11.

d'Évariste Bitumbila sur l'évolution de l'environnement macroéconomique de la RD Congo abonde d'ailleurs dans le même sens en épinglant le paradoxe d'un pays abondamment doté en ressources naturelles mais encore marqué par une faible transformation productive[4].

Ainsi, ce 605ème numéro de *Congo-Afrique* propose quelques pistes pour gagner la bataille contre le sous-développement du pays. Les études rassemblées ici reviennent sur les nombreux défis socio-économiques auxquels la RD Congo fait face depuis la prise en mains du destin du pays par ses propres enfants. Les propositions des voies de sortie pour accélérer le développement du pays peuvent être rassemblées autour de trois axes, à savoir : miser sur l'agriculture pour déjouer le piège de la « malédiction des minerais » (1) ; améliorer le mode de gestion des matières premières et des institutions du pays (2) ; et savoir tirer profit de l'intégration régionale grâce à la position stratégique qu'occupe le pays (3).

(1) miser sur l'agriculture pour déjouer le piège de la « malédiction des minerais »

L'éventail des ressources naturelles disponibles sur le territoire congolais[5] devrait constituer un véritable levier du développement. Pourtant, le Congo semble frappé par le sort de la **« malédiction des ressources [minières] »**[6]. Pendant trop longtemps, le pays a tellement misé sur ses ressources minières qu'il a négligé un secteur pourtant vital pour la stabilisation de l'économie nationale, à savoir le secteur agricole.

C'est dans ce sens que les études croisées de Heureux-Joseph Mpanzu Mabiala[7] et Dieu-Merci Lelo Makindila valent leur pesant d'or. En effet, le premier revient sur la modernisation du secteur agricole par les approches de réhabilitation et de redressement. D'après lui, le Congo est un joyau de la nature. Malheureusement, il ne saisit toujours pas cette opportunité pour offrir à l'Afrique et au monde un modèle de développement dans tous les secteurs. En cause, le fait d'avoir relégué le secteur agricole au second plan ou carrément aux oubliettes pour se consacrer presque uniquement au secteur minier dont l'exploitation ne crée jusqu'ici aucune valeur ajoutée conséquente (étant donné que les minerais sont souvent exportés dans leur état brut). Ainsi, la contribution de Mpanzu Mabiala dresse une approche systémique et stratégique fondée sur une vision transformante du rôle de l'agriculture dans le développement du pays. Il s'agit de replacer le secteur

4. Évariste BITUMBILA BITUMBILA, « Brève étude sur l'évolution de l'environnement macroéconomique de la République démocratique du Congo (1960-2026) », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 490-504.
5. Cf. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, pp. 56-59.
6. Cf. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, p. 195.
7. Heureux-Joseph MPANZU MABIALA, « La modernisation du secteur agricole en République démocratique du Congo par les approches de réhabilitation et de redressement », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 517-539.

agricole au centre des politiques publiques pour en redorer le blason terni par de longues années d'abandon aux oubliettes.

Et qui dit secteur agricole, dit routes de desserte agricole. Dans quel état se trouvent-elles ? Leur état encourage-t-il les paysans à se lancer dans une agriculture à grande échelle ? Cette question importante est abordée par Lelo Makindila[8] qui revient sur l'impraticabilité des routes de desserte agricole dans les secteurs de Kivulu et Gombe-sud au Kongo Central (RD Congo). Ses conclusions sont alarmantes : **l'impraticabilité des routes de dessertes agricole dans plusieurs coins du pays constitue un frein au développement socioéconomique** non seulement des zones rurales mais aussi de grandes agglomérations. En effet, l'étude montre que les routes en mauvais état limitent l'accès aux marchés, augmentent les coûts de transport et accentuent l'isolement des communautés rurales. L'auteur conclut en affirmant que l'absence d'infrastructures routières fonctionnelles constitue un facteur déterminant dans la persistance de la pauvreté et le retard du développement rural.

Ces deux études plaident donc pour la redynamisation et la modernisation du secteur agricole, étant donné son caractère vital et sa capacité à juguler les problèmes chroniques de la faim et de la pauvreté des populations. Savoir rectifier le tir pour miser sur ce secteur vital est une preuve de bonne gouvernance et d'un leadership visionnaire. C'est ici qu'il convient de se poser cette autre question : comment améliorer la gouvernance du pays dans la diversité de ses secteurs, y compris agricole et minier ? C'est la préoccupation de la deuxième piste pouvant aider à gagner le combat contre le sous-développement du Congo.

(2) Améliorer le mode de gestion des institutions du pays et des matières premières

Adrien Lenge et les autres chercheurs nous permettent de palper du doigt l'un des problèmes majeurs du pays : la mauvaise gouvernance. Celle-ci concerne plusieurs secteurs. Il ne serait d'ailleurs pas exagéré d'affirmer que la plupart des institutions du pays sont gangrenées par la tare de la mauvaise gouvernance. Adrien Lenge et les autres[9] proposent une étude intéressante sur les pouvoirs des acteurs, les pratiques et les conséquences socio-économiques de la commercialisation du cuivre et du cobalt artisanal. Cette **étude est un véritable miroir** de la manière dont est géré le secteur minier et, par ricochet, la manière dont sont gérés beaucoup d'autres

8. Dieu-Merci LELO MAKINDILA KEKE, « L'impraticabilité des routes de desserte agricole : un frein au développement socio-économique des Zones rurales en RDC. Cas des Secteurs de Kivulu et de Gombe-Sud, Territoires de Mbanza-Ngungu », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 505-516.
9. Adrien LENGE MUTOMBO *et alii*, « Analyse des pouvoirs des acteurs, des pratiques et des conséquences socio-économiques de la commercialisation du cuivre et du cobalt artisanal à Luisha (RD Congo) », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 556-570.

secteurs ou institutions du pays. L'étude de Lenge dépeint une gestion calamiteuse de l'exploitation minière, gestion minée par des pratiques illégales et des antivaleurs comme la corruption, le blanchiment, etc. Toutes ces pratiques non seulement entravent le développement économique des communautés locales, mais aussi privent le pays de ressources dont il a besoin pour sortir de l'ornière du sous-développement dans lequel il croupit depuis des décennies.

Comment se débarrasser de ce syndrome de mauvaise gouvernance des secteurs et des institutions du pays ? Alex Ngoma-Binda[10] propose l'accentuation du contrôle interne et la pratique des audits dans les institutions aussi bien publiques que privées. En effet, ces deux pratiques constituent de précieux outils en faveur de la bonne gouvernance dans le secteur public congolais. Les Congolais pourraient-ils un jour prendre la décision d'améliorer enfin la gouvernance publique de plus en plus fragilisée par la corruption et la faiblesse institutionnelle ?

En tout cas, les banques commerciales installées en RD Congo ne pourront pas octroyer davantage des crédits si les institutions, même privées, n'améliorent pas leur gouvernance. C'est la réflexion que développe Moïse Kunyima qui propose le « modèle Ndombela »[11] comme nouvelle perspective d'octroi des crédits aux PME congolaises qui accusent souvent une gestion calamiteuse et encore artisanale. En effet, on ne peut accélérer le développement du pays et résorber le chômage que si les banques commerciales jouent pleinement leur rôle de catalyseurs du développement par l'entremise de l'octroi des crédits susceptibles de favoriser l'entreprenariat. Encore faut-il que la notion de redevabilité s'ancre dans l'esprit des gestionnaires desdits crédits bancaires !

Enfin, pour accélérer son redressement et avancer au diapason de ses immenses richesses et de sa position géographique stratégique au cœur de l'Afrique, la RD Congo doit aussi apprendre à tirer profit de son appartenance à une pléthore d'organisations sous-régionales et régionales.

(3) Savoir tirer profit de l'intégration régionale

La dernière piste de solution au problème du redressement du pays nous vient de l'étude que proposent Christian Balyahamwabo et les autres chercheurs[12]. D'après cette étude, le commerce au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) reste encore faible. L'analyse des statistiques montre que la RD Congo ne tire pas vraiment le meilleur bénéfice de son

10. Alex NGOMA-BINDA, « Contrôle interne, audit et lutte contre la corruption : outils de bonne gouvernance dans le secteur public congolais », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 474-489.
11. Moïse KUNYIMA, « Le Modèle *Ndombela*, une nouvelle perspective d'octroi des crédits aux PME congolaises », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 460-473.
12. Christian BALYAHAMWABO et alii, « Intégration régionale et échange commerciaux intra-communautaires : implications de l'adhésion de la RD Congo à l'EAC », in *Congo-Afrique* n°605 (mai 2026), pp. 540-555.

appartenance à plusieurs Communautés Économiques Régionales (CER) ; pas plus qu'elle ne tire profit de sa position géographique stratégique au cœur de l'Afrique.

Puisque l'appartenance aux CER ouvre au pays l'opportunité de bénéficier d'un large marché hors de ses frontières, la RD Congo devrait densifier et diversifier la production locale pour être en mesure d'exporter aux autres pays membres des CER. Dans le cas contraire, le pays demeurera un marché qui sert de débouché aux pays membres des CER dont la RD Congo fait partie. Son vaste marché interne de plus de cent millions d'habitants sera constamment la proie des grands producteurs de la sous-région et du continent. D'où l'importance de miser sur des secteurs créateurs de valeur ajoutée comme l'agriculture. En effet, non seulement celle-ci contribuera à résoudre l'épineux problème de la faim dans le pays, mais aussi elle deviendra une source de flux de capitaux financiers provenant du marché des CER.

La question posée par ma réflexion trouve donc de nombreuses pistes de solutions dans cette livraison de *Congo-Afrique*. En d'autres termes, ce qui manque au Congo pour se redresser durablement c'est surtout un leadership visionnaire capable de tirer le meilleur parti de ses immenses potentialités en ressources non seulement minières mais surtout agricoles et démographiques. Il faut s'affranchir de simples slogans démagogiques pour concevoir des politiques publiques capables de transformer les potentialités en richesses réelles. ■

Disponible aux éditions du CEPAS